

Exton, Adam (HC/SC)

De : Leroux, Jean-Francois (HC/SC)
Envoyé : 2020-07-30 15:47
À : Nowers, Kathryn (HC/SC); Webster, Lhori (HC/SC)
Objet : Projets financés par les IRSC - hésitation à se faire vacciner

Bonjour Lhori et Kathryn,

Pour faire suite aux discussions du sous-ministre cette semaine, nous voulions vous donner un aperçu des projets dans le domaine de l'hésitation à se faire vacciner qui ont été financés récemment par les IRSC dans le cadre de la réponse rapide à la recherche sur le COVID. Nous avons aussi souligné le travail du Réseau canadien de recherche sur l'immunisation (RCRI), qui mène également des travaux dans ce domaine.

N'hésitez pas à communiquer avec moi si vous avez des questions.

Merci,

JF

Rapport du RCRI :

Le Réseau des sciences sociales et humaines (RSSH) du Réseau canadien de recherche sur l'immunisation (RCRI) se concentre sur l'acceptation des vaccins et la réticence à l'égard de la vaccination, et s'efforce d'établir des liens entre les chercheurs en sciences humaines et en sciences sociales de partout au Canada pour examiner l'aspect éthique ainsi que les répercussions juridiques et sociales des programmes de vaccination. Le RSSH a récemment mené neuf projets de recherche interdisciplinaire sur l'hésitation à se faire vacciner. La recherche proposée s'appuie sur les conclusions de ces travaux antérieurs et sur des collaborations découlant directement des travaux antérieurs du RSSH/RCRI. Le RSSH compte plus de 20 membres d'universités et d'hôpitaux qui sont parmi les chefs de file au Canada et à l'échelle internationale dans la recherche culturelle, psychosociale et de santé publique liée à l'hésitation à se faire vacciner; ces membres participeront à la stratégie d'application des connaissances. De plus, le RSSH a des contacts à l'OMS, avec qui il a déjà travaillé à une étude sur les fondements juridiques des groupes consultatifs techniques nationaux sur l'immunisation. En mobilisant le mécanisme de recherche sur les interventions rapides du RCRI pour tirer parti de la capacité et de l'état de préparation actuels de ce réseau, on pourra effectuer sans délai des recherches et des analyses essentielles.

Pour la subvention dirigée au RCRI pour la recherche sur les interventions rapides – possibilité de financement d'intervention rapide en matière de recherche sur le cadre juridique de la vaccination contre la COVID-19 :

L'étude proposée permettra de mieux comprendre la réglementation de l'immunisation au Canada dans des contextes courants et réactifs (p. ex., pandémie de COVID-19), ce qui aidera à éclairer l'approche du Canada à l'égard des vaccins potentiels contre la COVID-19. Les résultats de la recherche proposée contribueront de façon importante à la base de connaissances qui permettra, entre autres objectifs, aux provinces et aux territoires de prendre des décisions éclairées sur les politiques et les programmes lorsqu'un vaccin contre la COVID-19 sera disponible.

Le but de cette occasion de financement est de mieux comprendre les lois et les règlements sur la vaccination qui existent au Canada afin de déterminer s'ils appuient ou entravent l'atteinte des buts et des objectifs du programme de vaccination dans les contextes de routine et d'urgence, y compris la pandémie actuelle de COVID-19. En outre, l'étude examinera plus particulièrement les questions liées à la vaccination obligatoire et à l'indemnisation en cas d'événements graves causés par la vaccination, qui sont particulièrement pertinentes dans le cas d'éventuels vaccins contre la COVID-19.

La proposition portera sur **TOUS** les objectifs suivants :

- sonder au moins sept administrations provinciales et territoriales canadiennes, et créer une carte nationale des cadres de gouvernance (p. ex., les principaux acteurs, les politiques, les lois et les règlements) et de tout changement prévu ou éventuel découlant de la planification de la vaccination contre la COVID-19;
- évaluer les cadres provinciaux et territoriaux afin de faciliter l'analyse des éléments suivants : a) les points communs et les écarts entre les cadres; b) la mesure dans laquelle les cadres abordent les mandats, la rémunération et les situations d'urgence, et comment ils le font; c) si ces cadres encouragent la confiance des travailleurs de la santé et du public envers les programmes de vaccination et les vaccins;
- entreprendre les activités suivantes relativement aux enjeux particuliers de la vaccination obligatoire et de l'indemnisation en cas d'événements indésirables graves causés par la vaccination, qui seront tous deux essentiels au moment de la mise en œuvre d'éventuels vaccins contre la COVID-19 : a) un examen préliminaire et une comparaison de la façon dont certains cadres canadiens abordent ces deux questions critiques; b) une étude de cas préliminaire sur la façon dont certaines approches canadiennes se comparent avec celles d'administrations étrangères pertinentes;
- proposer des domaines dans lesquels on pourrait envisager de réviser la réglementation de la vaccination au Canada, y compris des objectifs de vaccination de routine et réactive.

À partir d'une recherche rapide des première et deuxième séries de concours :

Série 1

Dynamique sociale, communications et confiance

Les projets dans ce sous-domaine portent principalement sur la perception et la communication des risques, la désinformation et la confiance. En voici quelques exemples :

- Façon dont la confiance et la perception du risque façonnent les réactions du public à la COVID-19;
- Comprendre et contrer la désinformation, la stigmatisation et la peur grâce, par exemple, à des stratégies sociales et à des réponses stratégiques;
- Études sur la discrimination, le racisme et la cohésion sociale;
- Analyses de l'information dans les médias et les médias sociaux;
- Examen des stratégies de gestion des éclosons pour le grand public et les collectivités ciblées, y compris les populations vulnérables, les immigrants et les peuples autochtones.

Notamment :

Ève Dubé (Université Laval)

Facteurs socioculturels et comportementaux influant sur la réponse des communautés aux contre-mesures liées à l'épidémie de COVID-19 : Déterminer les interventions qui favorisent la confiance. (499 089 \$)

Résumé : « La peur pourrait représenter une menace plus grande que le virus. » À mesure que les autorités de la santé publique redoublent d'efforts pour lutter contre la nouvelle épidémie de coronavirus (COVID-19), les rumeurs, la désinformation et les messages en ligne xénophobes se propagent plus rapidement que le virus. La peur et la désinformation ont une incidence directe sur la mise en œuvre de mesures de santé publique efficaces pour contrôler l'épidémie. Grâce à cette recherche, nous examinerons les facteurs individuels et socioculturels qui influent sur l'adoption des recommandations en matière de santé publique par les personnes et les collectivités. Cette étude utilisera des méthodes qualitatives et quantitatives pour décrire les discours en ligne liés à la COVID-19 au Canada (gazouillis et commentaires dans les médias d'information) et pour décrire la compréhension individuelle et communautaire de la maladie, des priorités, des craintes, etc., y compris les messages de santé publique qui peuvent avoir une incidence sur l'acceptation des mesures visant à limiter la propagation de la COVID-19. Nous identifierons également les interventions qui aideront à renforcer la confiance du public dans les autorités responsables de la propagation et de la gestion des maladies, tout en dissipant les rumeurs non fondées et le discours xénophobe.

Série 2

Shannon MacDonald, Université de l'Alberta

Vaccination en période de pandémie : Incidence sur la vaccination de routine et acceptation future d'un vaccin contre la COVID-19

Résumé : Les Canadiens se demandent si, durant la pandémie, leurs enfants ou eux-mêmes devraient recevoir leurs vaccins réguliers. Est-il sûr d'aller à mon rendez-vous de vaccination? La COVID-19 pourrait-il me rendre gravement malade? Les nouveaux vaccins contre la COVID-19 seront-ils sûrs, puisqu'ils sont fabriqués si rapidement? Y aura-t-il suffisamment de vaccins pour tout le monde? Comme tous les citoyens du monde entier, les Canadiens sont aux prises avec de nombreuses préoccupations au sujet de la COVID-19, et les systèmes de santé du Canada sont aux prises avec les répercussions directes et indirectes de la pandémie. En raison des mesures physiques de distanciation qui ont été mises en place pour réduire la propagation du virus, il est difficile de fournir et d'obtenir des vaccins courants pour tous les âges, comme ceux contre la rougeole ou la méningite. En même temps, l'une des principales options pour contenir la pandémie consiste à utiliser les futurs vaccins contre la COVID-19. Cependant, l'acceptation publique de tels vaccins est déjà remise en question dans les médias, et les pénuries initiales de vaccins nécessiteront une priorisation dans la population. Il sera essentiel de comprendre l'acceptation des futurs vaccins par les Canadiens et leurs points de vue sur la priorisation des vaccins avant la mise en œuvre de ceux-ci. Le présent projet vise à appuyer le système de santé publique dans ces tâches. Nous commencerons par évaluer comment les systèmes de santé provinciaux et territoriaux administrent les vaccins de routine pendant la pandémie en examinant ce que le public pense des vaccins de routine pendant cette période, puis en mesurant si le nombre de personnes qui se font vacciner au moyen de vaccins courants pendant la pandémie augmente ou diminue. Deuxièmement, comme l'appui de la population à un programme de vaccination est essentiel à sa réussite, nous examinerons l'acceptabilité publique des nouveaux vaccins contre la COVID-19 et les déterminants de l'acceptabilité. Le projet fournira au système de santé publique du Canada des renseignements essentiels en vue de l'organisation de la distribution des vaccins courants pendant la pandémie et de la préparation à l'inévitable programme de vaccination de masse contre la COVID-19 qui se profile à l'horizon.

En 2015, il y a eu un Échange Meilleurs cerveaux :

« Achievement of Optimal Vaccine Coverage Rates in Canada: Identifying and Addressing the Problem of Vaccine Hesitancy »
(Obtention de taux optimaux de vaccination au Canada : cerner et éliminer le problème de l'hésitation à se faire vacciner),
3 février 2015, Ottawa.